

Tentative de coup d'état

Articles

Le 11 février 2008 |

Au Tchad, les 2 et 3 février, une Alliance rebelle a tenté de renverser le président Idriss Deby. Après de violents combats, leur tentative a échoué. Ils se sont repliés dans le centre puis vers le sud du pays.

Tout a commencé le lundi 28 janvier. Plusieurs mouvements rebelles tchadiens de l'Est se sont dirigés vers la capitale N'Djamena. Ils ont parcouru plus de 800 kilomètres avant les premiers affrontements avec l'armée tchadienne. Les premiers combats se sont déroulés à une centaine de kilomètres de la capitale N'Djamena.



Photo : Belga

Les forces gouvernementales ont essayé de repousser les rebelles, sans succès. Et le samedi 2 février, environ 2 000 rebelles équipés de mitrailleuses, lance-roquettes et Kalachnikov sont entrés dans la capitale N'Djamena. D'après les organisations humanitaires, il y a "beaucoup de morts" et au moins 500 blessés. Les rues de N'Djamena ont été dévastées. Il y a eu des violences, des pillages. Les pays étrangers ont commencé à évacuer leurs ressortissants du Tchad. Et des dizaines de milliers de civils ont fui N'Djamena. Ils se sont réfugiés au Nigeria et au Cameroun, les pays voisins. Ce sont principalement des femmes, des enfants et des personnes âgées. Environ 20 000 Tchadiens se sont réfugiés à Kousséri, au Cameroun. Cette ville est séparée de N'Djamena par la rivière Chari. Samedi, les rebelles contrôlaient les quartiers autour de la capitale et une bonne partie du centre. La France a même proposé à Idriss Déby de le faire sortir du Tchad s'il pensait que sa vie était en danger. Le président tchadien a refusé.

Les rebelles ont alors assiégé le quartier du palais présidentiel. Ils menaçaient de prendre le palais du Président Idriss Déby. Mais dimanche soir, les rebelles se sont repliés à la sortie est de la capitale. En fait, l'armée semblait avoir repris le contrôle de la situation. Les rebelles se sont repliés dans le sud du pays.

Idriss Déby et les rebelles

Depuis que le Président Idriss Déby est au pouvoir, on avait presque oublié qu'au Tchad aussi, il y avait des rivalités de clans, des rébellions, des révolutions de palais. En décembre 1990, Idriss Déby a pris le pouvoir par la force en attaquant depuis le Soudan voisin. Il a renversé le Président Hissène Habré. En 1996, Idriss Déby a organisé son élection. Il a été réélu en 2001. Cette élection a été dénoncée par le Parlement européen. En 2006, Déby a été "élu" à la présidence. Mais l'opposition non armée n'a pas participé à cette élection à cause de la manière dont elle était organisée. Et Idriss Déby n'a jamais répondu aux demandes de dialogue des partis d'opposition et de la société civile.

Les rebelles de l'Alliance qui a essayé de renverser Déby viennent de trois mouvements très différents : l'UFDD, ou Union des forces pour la démocratie et le changement, l'UFDD-Fondamentale et le RFC, Rassemblement des forces pour le changement. L'UFDD est le principal mouvement de la coalition rebelle. Il est dirigé par le général Mahamat Nouri. Mahamat Nouri est un proche de l'ancien président Hissène Habré. Comme lui, il fait partie de la communauté gorane. Il reproche au clan du Président Déby, les Zagawas, d'avoir gardé le pouvoir pour lui seul. Le Rassemblement des forces est dirigé par les neveux d'Idriss Déby. Ils sont membres de l'ethnie zagawa.

Enfin, l'UFDD-Fondamentale est dirigée par Abdelwahid Abou Makaye. Elle défend les intérêts des Arabes tchadiens, la principale communauté des Tchadiens musulmans. Au Tchad, il y a 50 % de musulmans, 25 % de chrétiens et 25 % d'animistes.

Mi-décembre 2007, les trois mouvements rebelles ont signé un accord de coordination militaire. Mais il n'est pas du tout sûr que ces trois groupes auraient pu gouverner ensemble s'ils étaient parvenus à renverser Idriss Déby. Cette coalition de mouvements rebelles est soutenue par le Soudan. Ce pays veut ainsi avoir plus d'influence dans la région. Cela pourrait empêcher la communauté internationale d'intervenir au Darfour, province soudanaise en pleine guerre civile.

La France et la Communauté internationale

La France est dans une position difficile au Tchad. Elle veut préserver ses liens avec son ancienne colonie. Elle veut aussi préserver le projet de la force européenne au Darfour. Le ministre français des Affaires étrangères, Bernard Kouchner a dénoncé l'offensive rebelle : "une attaque brutale contre un gouvernement légal, contre un président élu". Mais il a dit que la France ne participerait pas aux combats. La France a 1450 militaires au Tchad et des chasseurs-bombardiers Mirage FI. Et en 2006, l'armée française avait aidé Idriss Déby à repousser une première attaque de rebelles

Lundi, à l'initiative de la France, le Conseil de sécurité de l'Onu a soutenu le gouvernement du président tchadien Idriss Déby. Il a condamné les attaques des groupes rebelles. Il a appelé tous les Etats à aider le gouvernement en place.

Les pressions diplomatiques ont été "très fortes" pour que les groupes armés acceptent une trêve avec les autorités de N'Djamena. Aujourd'hui, la situation est revenue au calme. Le

président Idriss Déby semble avoir repris le contrôle de la situation à N'Djamena. Mais il a décrété le couvre-feu de 18h30 à 6h dans la capitale et dans l'est et le centre du pays, par où sont arrivés les rebelles. Les rebelles sont chassés vers le Sud par l'Armée nationale tchadienne.

Quel rôle a joué la France dans ce repli des rebelles ? Le principal chef de la rébellion tchadienne, a affirmé que l'aviation française avait "bombardé" les positions des rebelles pour protéger le régime du président Idriss Deby.

Celui-ci a d'ailleurs remercié la France. Il a aussi affirmé qu'il était "prêt à pardonner" et à accorder rapidement la grâce aux six membres de l'Arche de Zoé, emprisonnés en France après avoir été condamnés au Tchad, si le gouvernement français lui en fait la demande. Ce n'est pas un hasard !

Nicolas Simon